

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 18 DECEMBRE 2018

PROCÈS – VERBAL

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Daniel GUIHARD, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Habita KAZAOUI, Alain LACRAMPE MOINE, Christian GIRARDI, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION, Catherine LARRIEU

Étaient absents : MM. Fabienne DE MACEDO, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Hélène AYMARD, Pascal DESCLAUX, Cathy SAMANIEGO, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ,

Pouvoirs de vote :

Mme Monique SASSI à Monsieur Sylvio GUINGAN
Mme Cathy SAMANIEGO à M. Jean-François SAUVAUD
Mme Fabienne DE MACEDO à Mme Brigitte LEVEUR
Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET à M. André CASTAGNOS
Mme Vanessa CAMPOY MARTINEZ à Mr Christian GIRARDI

Madame Brigitte LEVEUR a été élue secrétaire de séance.

Approbation procès-verbal des séances des Conseils Municipaux des 18 septembre et 16 Octobre 2018.

COMMANDE PUBLIQUE

1) Convention de mandat - Maîtrise d'ouvrage déléguée à la Communauté de Commune - pour la réalisation de travaux aménagement rue et place Georges Brassens.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il conviendrait de faire procéder à la réalisation de travaux d'infrastructure routière en coordination de travaux d'infrastructures urbaines liés à l'assainissement et à la gestion des eaux pluviales dans le cadre des travaux prévus sur la rue et la place George Brassens. Cette infrastructure permettra le stationnement des usagers de pôle emploi et du cabinet médical.

Il précise qu'il serait souhaitable que ces travaux soient réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Commune y compris pour les infrastructures urbaines liées à l'assainissement et à la gestion des eaux pluviales qui relèvent de la compétence de la commune afin de favoriser la réduction du coût des travaux et limiter la gêne provoquée par les chantiers successifs.

Ces travaux seraient menés en continuité des travaux prévus en 2018 sur la rue Georges Brassens mais qui ont été reportés en début d'année 2019 dans la perspective de l'aménagement de la place George Brassens.

A cet effet, Monsieur le Maire soumet à l'assemblée le projet de convention de mandat devant intervenir entre la commune d'Aiguillon et la Communauté de Communes pour la réalisation de ces travaux.

Monsieur le Maire précise que le montant prévisionnel de l'opération est de 105 237.60 € TTC à la charge de la Communauté de Communes et 82 520 € TTC maximum à la charge de la commune d'Aiguillon pour la partie travaux et maîtrise d'œuvre.

Monsieur le Maire précise que ces travaux comprennent l'installation d'un espace de parking indispensable suite à la création d'un cabinet de kinésithérapie, d'ostéopathie ainsi que de deux espaces médicaux libres à la location.

Il faut également tenir compte de la prochaine évolution de pôle emploi (35 emplois supplémentaires) ce qui engendrera un besoin accru de places de stationnement. Il est donc nécessaire de l'anticiper sachant que ce parking sera à usage public sur un terrain appartenant à la commune et qu'il pourra être utilisé lors des manifestations publiques.

Monsieur GUINGAN considère que ces travaux nécessitent trop d'argent public,

Monsieur le Maire lui répond que les travaux de cette nature répondent à des règles et donc à un certain coût.

Monsieur le Maire informe les membres présents qu'à compter de janvier 2019, un nouveau médecin s'installera à Aiguillon, il y aura alors cinq médecins pour 4500 habitants.

Il rappelle que, comme elle s'y était engagée, la Communauté de Commune a la compétence concernant la Maison de santé. Le projet de Maison de santé sur la commune d'Aiguillon a été inscrit mais les médecins de la commune n'ont pas choisi cette possibilité, néanmoins le nouveau médecin pourrait éventuellement être intéressé par ce projet, une discussion pourrait être engagée en 2019 avec les partenaires médicaux.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Voix Pour : 13

Voix Contre : 3

(LARRIEU Catherine - GIRARDI Christian – CAMPOY MARTINEZ Vanessa)

Abstention : 8

(GUINGAN Sylvio – DIOUF Fabienne – SADIR Youssef – CADAYS Michel – COURET Bernard – SASSI Monique)

- **ADOpte** la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage annexée à la présente délibération,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée devant intervenir entre la commune d'Aiguillon et la Communauté de communes.
- **S'ENGAGE** à inscrire au budget 2019 les crédits nécessaires au règlement de la dépense correspondante.

DOMAINE ET PATRIMOINE

2) Service funéraire – Concessions – Surveillance des opérations – Taxes communales – Tarifs 2019

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

1. Concessions funéraires :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la Commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Les concessions funéraires sont des autorisations d'occupation privative du domaine public sous forme contractuelle, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

En ce qui concerne la répartition du produit des concessions : depuis l'abrogation, par la loi du 21 février 1996, de la disposition prévoyant la répartition du produit des concessions funéraires à hauteur des deux tiers au profit de la commune et d'un tiers au bénéfice du centre communal d'action sociale, les communes ont désormais le choix entre attribuer la totalité de ce produit au seul budget communal, attribuer la totalité du produit au budget du CCAS ou répartir ce produit entre la commune et le CCAS en fixant les taux de répartition. Ces modalités d'affectation font l'objet d'une délibération du conseil municipal.

2. Surveillance des opérations funéraires :

Afin d'assurer l'exécution des mesures de police applicables, notamment les mesures de salubrité publique, un certain nombre d'opérations funéraires doivent s'effectuer sous la responsabilité du maire, en présence d'un agent municipal assermenté. Seules les opérations funéraires suivantes devant ainsi faire l'objet d'une surveillance donnent lieu au versement d'une vacation :

- Les opérations de fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et, dans tous les cas, lorsqu'il y a crémation ;
- Les opérations d'exhumation, de réinhumation et de translation de corps.

Afin d'éviter des disparités suivant les communes, la loi a prévu l'encadrement des vacations funéraires, dont le montant, fixé par le maire après avis du conseil municipal, est désormais compris entre 20 et 25 €. Elles ne peuvent pas être gratuites. Elles transitent par la recette communale pour être reversées au fonctionnaire municipal ayant effectué la surveillance (CGCT, art. L 2213-14, L 2213-15 et R 2213-44 à 49).

3. Taxes communales en matière funéraire :

Les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par le conseil municipal. Ces tarifs sont fixes (ils ne peuvent être modulés selon la nature ou la qualité des prestations fournies) ; ils ne peuvent non plus être différents selon le lieu du domicile, du décès ou de la mise en bière du défunt (CGCT art. L 2223-22).

Limitativement assises par la loi sur les convois, les inhumations et les crémations, ces taxes communales ne peuvent concerner les exhumations.

Le conseil municipal est appelé à déterminer les tarifs du Service Funéraire pour l'année 2019. Il est proposé de ne pas augmenter les tarifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DÉTERMINE** les montants pour les concessions funéraires à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Pour les concessions funéraires :

Localisation	Détail	Dimensions	Durée	Tarifs 2018	Tarifs 2019
Division « pleine terre »	enfant	1 m x 0,80 m = 0,80 m²	15 ans	66,50 €	66,50 €
			30 ans	75,00 €	75,00 €
	Adulte	1 m x 2,00 m = 2,00 m²	15 ans	164,00 €	164,00 €
			30 ans	188,00 €	188,00 €
Division « constructible »	Adulte	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m²	50 ans	316,00 €	316,00 €
			100 ans	633,00 €	633,00 €
	Adulte	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m²	50 ans	1 441,00 €	1 441,00 €
			100 ans	2 882,00 €	2 882,00 €
Espace cinéraire	Niche columbarium		30 ans	721,00 €	721,00 €
	Cave-urne	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m²	50 ans	68,00 €	68,00 €
			100 ans	135,00 €	135,00 €
	Jardin du souvenir			<i>gratuit</i>	<i>gratuit</i>
Caveau provisoire			Du 1er au 3e mois	14,00 €	14,00 €
			À partir du 4e mois	36,00 €	36,00 €

Pour les vacations funéraires :

Objet	Détail	tarifs 2018	Tarifs 2019
Vacations	Opération de fermeture du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès	23,50 €	23,50 €
	Opération d'exhumation des restes mortels	23,50 €	23,50 €
	Opération de ré inhumation des restes mortels	23,50 €	23,50 €
	Opérations de translation des restes mortels	23,50 €	23,50 €

Pour les taxes funéraires :

Objet	tarifs 2018	Tarifs 2019
Taxe inhumation (dont dispersion des cendres au Jardin du Souvenir et scellement d'urnes)	49.75 €	49,75 €

3) Occupation du domaine public par les commerces (terrasses, présentoirs) - Tarifs 2019

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Le Maire délivre aux commerces du centre-ville :

- Des permis de stationnement pour une occupation privative du domaine public sans emprise au sol par des objets ou ouvrages conservant leur caractère mobilier (par exemple : terrasses de café installées sur les trottoirs, présentoirs de journaux, etc.) ;
- Des permis de voirie pour une occupation privative du domaine public avec emprise au sol par des ouvrages qui modifient l'emprise domaniale et font corps avec elle (par exemple : installations de mobiliers urbains, construction facilement démontable, etc.).

Il s'agit d'autorisations unilatérales d'occupation privative du domaine public, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DÉCIDE** de fixer les tarifs de la redevance pour occupation privative du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2019 ainsi qu'il suit :

Objet	montant
Occupation privative du domaine public <u>sans</u> emprise au sol (permis de stationnement) ex : terrasses de café installées sur les trottoirs, présentoirs de journaux,...	6.00 €/ m²/ an (en 2018 : 5,75 €)
Occupation privative du domaine public <u>avec</u> emprise au sol (permis de voirie) ex : installation de mobilier urbain, construction facilement démontable	23,50 €/ m²/ an (en 2018 : 22,97 €)

4) Foires et marchés d'approvisionnement vente et distribution sur le domaine public – Tarifs 2019

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'exercice d'une activité ambulante sur le domaine public n'est possible qu'après déclaration faite au centre de formalités des entreprises et remise d'une carte professionnelle (Code commerce, art. L 123-29). La délivrance de ces documents n'autorise cependant nullement leurs détenteurs à exercer librement leur profession sur l'ensemble du domaine public de la commune ; c'est le maire qui réglemente l'exercice du commerce ambulant.

Une autorisation préalable est nécessaire lorsque l'exercice de l'activité commerciale (vente ou dégustation gratuite de produits, etc.) entraîne l'occupation privative du domaine public, en particulier du domaine public routier. L'autorisation prend la forme d'un permis de stationnement s'il n'y a pas modification de cette emprise (planches sur tréteaux, étalage ou présentation à même le sol, stationnement d'un véhicule ou d'une remorque). Ces autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable et sont subordonnées au paiement d'un droit de place (CGCT, art. L 2213-6).

Dans le cas d'une « Foire avec animation commerciale », on entend par « animation commerciale » une action promotionnelle ponctuelle qui vise à développer les ventes d'un produit ou les visites dans un point de vente (vente sur accroche, dégustation, démonstration, etc.). L'animation terrain est effectuée par un animateur pour le compte d'une marque ou d'une enseigne, à l'initiative de l'organisateur de la foire. Elle repose généralement sur un mécanisme ludique ou sur une politique de prix promotionnelle (vente flash par exemple).

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à fixer les tarifs pour les droits de place des foires et marchés pour l'année 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DÉCIDE** de fixer les tarifs suivants pour les droits de place des foires et marchés à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Stand sur la voie publique (les jours de marché ou jours de semaine)	TARIFS 2019		
	(tarifs 2018 entre parenthèse)		
Prix / marché	0 à ≤2 ml	<2 à ≤4 ml	Au-delà, par mètre linéaire supplémentaire
Prix journalier	2,50 € (2,35€)	3,00 € (2,80€)	1,00 € (0,75€)
Prix mensuel	2,20 € (2,10€)	2,60 € (2,50€)	0,80 € (0,70€)
Prix trimestriel	2,00 € (1,95€)	2,40 € (2,35 €)	0,70 € (0,60 €)
Prix semestriel	1,80 € (1,75€)	2,20 € (2,10€)	0,60 € (0,55€)
Prix annuel	1,60 € (1,55€)	2,00 € (1,90 €)	0,50 € (0,50 €)

Stationnement d'un ensemble routier pour vente sur la voie publique	TARIFS 2019 (tarifs 2018 entre parenthèse)
Pour un camion d'une longueur inférieure ou égale à 12,50 m	Tarifs des stands sur la voie publique les jours de marché ou jours de semaine
Pour un camion au-delà de 12,50 m	120 € / par jour (116 €)

Cirques et spectacles divers	TARIFS 2019 <i>(tarif 2018 entre parenthèse)</i>
Par jour	25,00 € (24,50 €)

Commun	TARIFS 2019 <i>(tarifs 2018 entre parenthèses)</i>
Supplément pour branchement électrique	1,20 € par jour (1,05 €)
Supplément pour fourniture en eau	1,20 € / marché (1,15 €) + consommation aux frais réels par m3

Faires*	TARIFS 2019 <i>(tarifs 2018 entre parenthèse)</i>	
	<i>Surface du stand en mètre carré</i> <i>Non commerçant et artisans hors Aiguillon</i>	
	<i>Forfait journalier Période d'animations pour de 0 à 10 m²</i>	<i>Au-delà de 10m² Période d'animations</i>
Foire (sans animation commerciale)	13,50 €/jour (13,50 €)	0,20 € / m²/ jour (0,15 €)
Foire (avec animation commerciale)	14,50 €/jour (14,40 €)	0,20 € / m²/ jour (0,15 €)

- *Les associations aiguillonaises sont exonérées du paiement de cette redevance lorsqu'elles occupent le domaine public en raison de leur statut et du caractère non lucratif de leur activité*

Un tarif dégressif concernant les marchés a été mis en place afin de fidéliser les commerçants.

5) Camping municipal « Le Vieux Moulin » - Détermination tarifs 2019

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à déterminer les tarifs du camping municipal « Le Vieux Moulin » pour l'année 2019, il est proposé de ne pas augmenter les tarifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **FIXE** les tarifs pour le camping municipal à compter du 1er janvier 2019 ainsi qu'il suit :

Formule camping CLASSIQUE	<i>Tarifs 2018 /nuit /emplacement</i>	Proposition Tarifs 2019
Emplacement nu	1,85 €	1,85 €
Emplacement + voiture	3,30 €	3,30 €
Emplacement + caravane + véhicule	5,45 €	5,45 €
Emplacement + camping-car	5,45 €	5,45 €
Campeur adulte	2,65 €	2,65 €
Campeur enfant de moins de 13 ans	1,55 €	1,55 €
Fourniture d'énergie électrique	3,15 €	3,15 €

Formule camping ETAPE ET AIRE DE SERVICE	<i>Tarifs 2018</i>	Proposition tarifs 2019
Formule étape 1 nuit (2 campeurs adultes + caravane et véhicule ou + camping-car) électricité incluse	11,60 €	11,60 €
Halte vidange + plein d'eau (sans stationnement)	3,30 €	3,30 €

- **PRECISE** que les recettes provenant de l'exploitation d'un terrain de camping municipal doivent être soumises à la TVA (article 256B du CG).

Cependant dans la mesure où le chiffre d'affaire 2018 ne dépasse pas le seuil de 33.200 € la franchise de base est applicable et dispense du paiement de la TVA.

6) Mise à disposition Chapiteaux / Estrade / Nacelle – Détermination tarifs 2019

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune d'Aiguillon possède du matériel de fêtes (chapiteaux, estrade, nacelle) qu'elle utilise pour des manifestations organisées par les services municipaux, les établissements scolaires, les associations ou des collectivités.

Le conseil municipal est appelé à déterminer les tarifs et conditions de location relatifs à la mise à disposition de ce matériel à compter du 1er janvier 2019, pour la mise à disposition, le transport, le montage et le démontage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **FIXE** à partir du 1er janvier 2019 les tarifs de mise à disposition des chapiteaux, de la nacelle et de l'estrade comme suit :

Location de chapiteau :

MISE A DISPOSITION DE CHAPITEAU TARIFS 2019 (Tarif 2018)		
DEMANDEUR	TRANSPORT	MONTAGE / DEMONTAGE
ASSOCIATIONS AIGUILLONNAISES	A TITRE GRACIEUX	A TITRE GRACIEUX
COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	60.00€ (58.00€)	118.00€ (115.00€)
ASSOCIATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	60.00€	118.00€
COMMUNES HORS COMMUNAUTE DE COMMUNES	70.00€	200.00€
ASSOCIATIONS HORS COMMUNAUTE DE COMMUNES	70.00€	200.00€

- Ces conditions de locations s'appliquent du jeudi au lundi suivant.
- Chaque journée supplémentaire de location quel que soit le demandeur sera facturée 22 €

Location de l'estrade :

- Tarifs forfaitaires quelle que soit la surface empruntée (surface totale : 8x6)

MISE A DISPOSITION DE L'ESTRADE TARIFS 2019 (Tarif 2018)		
DEMANDEUR	TRANSPORT	MONTAGE / DEMONTAGE
Ecoles d'Aiguillon – cité scolaire Stendhal – ALSH d'Aiguillon		A TITRE GRACIEUX
ASSOCIATIONS AIGUILLONNAISES		A TITRE GRACIEUX
COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	60.00€ (58.00€)	118.00€ (115.00 €)

- Ces conditions de locations s'appliquent du jeudi au lundi suivant.
- Chaque journée supplémentaire de location quel que soit le demandeur sera facturée 22 €.

Location de la nacelle :

DEMANDEUR	MISE A DISPOSITION DE LA NACELLE TARIFS 2019 (<i>tarifs 2018</i>)
COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	62.00€ - (60.00€) – par agent par ½ journée 30.00€ - (28.00€) – pour la nacelle par ½ journée

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le renouvellement des bâches des chapiteaux est prévu sur le budget 2019.

FINANCES LOCALES

7) Location des salles polyvalentes communales – Tarifs 2019

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Les associations, syndicats ou partis politiques, mais également toute autre personne physique ou morale, peuvent, sur leur demande, être autorisés à utiliser des locaux appartenant à la commune (CGCT, art. L2144-3).

La décision de mettre des locaux communaux à la disposition de ceux qui en font la demande, et la détermination de leur conditions d'utilisation relève de la compétence du maire, sous le contrôle du conseil municipal.

L'utilisation de locaux communaux à des fins privées peut être autorisée à titre gratuit ou onéreux (la contribution due étant en ce cas fixée par le conseil municipal).

Cette utilisation semble devoir obéir aux règles relatives au principe d'égalité devant le service public, qui autorisent l'existence de régimes préférentiels à condition que ceux-ci se fondent uniquement sur des différences de situation des usagers (habitants permanents d'une commune, résidents temporaires, personnes étrangères à la commune...); aucun privilège, aucune discrimination ne sont justifiés pour des personnes placées dans une situation identique et soumises au même régime juridique.

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **FIXE** les tarifs de location des salles polyvalentes pour l'année 2019, ainsi qu'il suit :

Pour la location de salles aux particuliers :

TARIFS 2019 (TARIFS 2018)

PARTICULIER S SALLES	CAUTION AIGUILLON	CAUTION HORS AIGUILLON	DESTINATIONS POSSIBLES			
			REUNIONS, JEUX, EXPOSITIONS, RECEPTIONS		CONFECTION ET PRISE DE REPAS (AVEC OU SANS TRAITEUR)	
			AIGUILLON	HORS AIGUILLON	AIGUILLON	HORS AIGUILLON
SALLE DES MAJORETTES	188.00€ (80,00€)	127.00€ (80,00€)	40.00€ (39.00€)	47.00 € (46.00€)	188.00€ (184.00€)	227.00€ (222.00 €)
SALLE ROGER DAGUERRE (LUNAC)	112.00€ (80,00€)	134.00€ (80,00€)	40.00€ (39,00€)	47.00€ (46,00€)		
CLUB HOUSE JAMET uniquement pendant les vacances d'été	188.00€ (170,00€)	231.00€ (170,00€)			188.00€ (184,00€)	231.00€ (226,00€)

Pour la location de salles aux associations :

TARIFS 2019 (TARIFS 2018)

ASSOCIATIONS SALLES	CAUTION AIGUILLON	CAUTION HORS AIGUILLON	DESTINATIONS POSSIBLES			
			REUNIONS, JEUX, EXPOSITIONS, RECEPTIONS		CONFECTION ET PRISE DE REPAS (AVEC OU SANS TRAITEUR)	
			AIGUILLON	HORS AIGUILLON	AIGUILLON	HORS AIGUILLON
SALLE DES MAJORETTES	188.00€ (79,00€)	230.00€ (79,00€)	A TITRE GRACIEUX	50.00€	A TITRE GRACIEUX	330.00€ (225.00€)
SALLE DE RECEPTION ESPACE THEOPHILE DE VIAU	188.00€ (79,00€)	300€00 (79,00€)		300€00		
SALLE DE SPECTACLE ESPACE THEOPHILE DE VIAU	300.00€ (79,00€)	300€00 (79,00€)		300€00		
SALLE ROGER DAGUERRE (LUNAC)	112.00€	50.00€		50.00€		
CLUB HOUSE JAMET	188.00€ (79,00€)				A TITRE GRACIEUX	
CLUB HOUSE DURAND	188.00€ (79,00€)					

FOYER DE L'AUTOMNE	188.00€					
-----------------------	---------	--	--	--	--	--

8) Budget principal commune – Subventions de fonctionnement – Centre communal d'action sociale – Accord pour versement trimestriel subvention municipale 2019

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Le CCAS dispose d'un budget autonome qui prend notamment en compte le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses actions. Trois sources de financement du CCAS peuvent être distinguées :

- Les ressources propres : les dons et legs ainsi que les produits de quêtes ou de collectes,
- Les ressources liées aux services et aux actions créés et gérées par le Centre communal d'action sociale : le remboursement par le service départemental d'aide sociale des frais d'enquête pour constitution des dossiers d'aide sociale, les participations de divers organismes au financement de certaines actions et prestations (département, caisses de retraite...), ainsi que les participations des bénéficiaires des services et prestations assurées par le Centre communal d'action sociale,
- Les ressources extérieures non affectées à une action précise : ces ressources proviennent de la subvention communale qui constitue l'apport prépondérant et obligatoire au fonctionnement de tous les Centres communaux d'action sociale.

Afin d'éviter tout problème de trésorerie du CCAS d'Aiguillon, le conseil municipal est appelé à accepter de répartir le versement de la subvention qui lui est allouée de façon trimestrielle comme suit : 10 janvier 2019, 10 mars 2019, 10 juin 2019 et 10 septembre 2019.

Dans l'attente du vote du budget, il est proposé de verser en janvier 2019, le quart de la subvention attribuée en 2018, soit la somme de 27 500 €.

Les autres versements de l'année 2019 seront réajustés en fonction de la subvention versée en 2019 au CCAS après adoption du Budget Principal 2019 de la Commune.

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1612-11,
Vu la demande présentée par le CCAS d'Aiguillon.*

DÉCIDE d'autoriser le versement trimestriel de la subvention au Centre Communal d'Action Sociale à compter du 1er janvier 2019 ;

DIT que le montant de la subvention sera inscrit au Budget Primitif 2019 à l'article 657362, « subventions de fonctionnement au CCAS » ;

AUTORISE le Maire à procéder au versement trimestriel de la subvention au CCAS.

9) Versement anticipé d'une partie de la subvention à hauteur de 2000 € avant le vote du BP – Exercice 2019

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Pour éviter toute gestion de fait, c'est-à-dire la situation dans laquelle *"toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public..."*, ou *"reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public"*, les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

L'association « Football Confluent 47 » souhaite que le conseil municipal accepte le versement par anticipation d'une partie de la subvention qui sera votée lors du budget primitif 2019 à hauteur de 2 000 € afin de faciliter l'organisation de leur saison sportive.

Si l'assemblée valide cette demande, les crédits nécessaires au règlement de cette subvention seront inscrits au budget primitif 2019 à l'article 6574 « Subventions autres organismes »

21 voix pour,
3 voix contre,
0 abstention,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** le versement d'une partie de la subvention de l'association Football Confluent par anticipation à hauteur de 2 000 € avant le vote du budget primitif 2019.
- **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de cette subvention seront inscrits au budget primitif 2019 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire ou son représentant pour signer la convention d'objectifs correspondante et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Madame Catherine LARRIEU exprime sa désapprobation concernant l'anticipation du versement de la subvention du Football Club 47, elle considère que les associations doivent être traitées sur un pied d'égalité.

Monsieur le Maire lui répond qu'il ne s'agit que d'une avance sur la subvention et non d'une augmentation de subvention.

10) Autorisation d'ouvrir les crédits d'investissement avant le vote du budget à hauteur de 25% des investissements – Budget principal « commune »

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et

mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2019 par chapitre, et le cas échéant, par opération :

Chapitre	Crédits ouverts BP 2018	Autorisation avant adoption du budget 2019 (25%)
21 – Immobilisations corporelles	531 994,00 €	132 998,00 €
23 – Immobilisations En cours	20 000,00 €	5 000,00 €
Opération N° 52 - Eglise St-Côme	14 687,00 €	3 671,00 €

Les crédits correspondants, visés dans le tableau ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DECIDE** d'ouvrir les crédits d'investissement avant le vote du budget à hauteur de 25 % des investissements. Le montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2019 par chapitre, et le cas échéant, par opération sont fixées comme ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette ouverture de crédits d'investissement.
- **CERTIFIE** que le financement sera inscrit sur les chapitres correspondants en section investissement du budget principal de la commune.

11) Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du château – Demande de subvention – Région Nouvelle-Aquitaine – Tranche 3 de travaux

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en séance du 10 juillet 2018, il a été adopté la répartition fonctionnelle et financière liée aux travaux de réhabilitation des enveloppes extérieures du château ainsi que le plan de financement prévisionnel.

Le coût total prévisionnel s'établissait à 1 469 798 € HT pour la part des dépenses éligibles au titre des monuments historiques. Après consultation des entreprises dans le cadre d'une procédure adaptée et attribution des marchés de travaux, ce coût est actualisé à hauteur de 1 390 762 €.

Le plan de financement prévisionnel est établi comme suit :

Dépenses éligibles - Montant HT	2018 Tranche 1 & Tranche 2	2019 Tranche 3	2020 Tranche 4	Total
Total de dépenses éligibles	414 778 €	360 385 €	615 599 €	1 390 762 €
Plan de financement Prévisionnel	2018 Tranche 1 & Tranche 2	2019 Tranche 3	2020 Tranche 4	Total
DRAC	130 599 €	108 116 €	184 680 €	423 394 €
Région Nouvelle Aquitaine	120 000 €	108 116 €	120 000 €	348 116 €
Département de Lot et Garonne	0 €	42 000 €	42 000 €	84 000 €
Autofinancement communal	164 179 €	102 154 €	268 919 €	535 252 €
TOTAL	414 778 €	360 385 €	615 599 €	1 390 762 €

La commune bénéficie de subvention pour les tranches 1 et 2 de travaux en provenance de la DRAC et de la Région.

La présente délibération a pour objet une demande de subvention auprès de la Région pour la tranche 3 de travaux. Pour mémoire, les tranches de travaux se répartissent comme suit :

Tranche(s)	Désignation de la tranche
Tranche 1	Pavillon de la Comédie Travaux de démolitions – structures intérieures – charpente couverture
Tranche 2	Pavillon des Communs Travaux de démolitions – structures intérieures – consolidation charpente
Tranche 3	Pavillon de la Comédie Travaux de façades et menuiseries
Tranche 4	Pavillon des Communs Travaux de façades et menuiseries

Considérant le dossier déposé le 18 septembre 2018 auprès de la Région Nouvelle Aquitaine présentant le projet global de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château,

Considérant la demande de subvention déposée le 18 septembre 2018 auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour les tranches 1 et 2 de travaux portant sur la réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château,

Considérant le montant total actualisé des dépenses éligibles de la tranche 3 des travaux portant sur la réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,

Considérant le plafond des dépenses subventionnables du régime d'aide de la Région fixé à hauteur de 400 000 € HT de travaux (par tranche),

Considérant le montant total de la tranche 3 de travaux au titre des dépenses éligibles monument historiques, soit **360 385 € HT, 432 462 € TTC**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le montant total des dépenses éligibles,
- **SOLLICITE** une subvention auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour la tranche 3 de travaux portant sur la réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château, pour un montant de 108 116 €
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessous :

Dépenses éligibles - Montant HT	2018 Tranche 1 & Tranche 2	2019 Tranche 3	2020 Tranche 4	Total
Total de dépenses éligibles	414 778 €	360 385 €	615 599 €	1 390 762 €
Plan de financement Prévisionnel	2018 Tranche 1 & Tranche 2	2019 Tranche 3	2020 Tranche 4	Total
DRAC	130 599 €	108 116 €	184 680 €	423 394 €
Région Nouvelle Aquitaine	120 000 €	108 116 €	120 000 €	348 116 €
Département de Lot et Garonne	0 €	42 000 €	42 000 €	84 000 €
Autofinancement communal	164 179 €	102 154 €	268 919 €	535 252 €
TOTAL	414 778 €	360 385 €	615 599 €	1 390 762 €

- **PRECISE** que les crédits budgétaires sont inscrits au budget communal, que le conseil municipal a délibéré à cet effet par la création d'une autorisation de programme / crédits de paiement lors de l'adoption du budget 2018,
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement nécessaire sur ses fonds propres ou par emprunt,
- **DIT** que la commune porte l'intégralité de la TVA qui sera récupérée par le bais du FCTVA,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les documents afférents,
- **S'ENGAGE** à ne débiter les travaux de la phase 3 qu'à compter de la notification de la subvention de la DRAC.

12) Attribution de l'indemnité de conseil pour l'année 2018 au receveur municipal

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Un arrêté interministériel en date du 16 septembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables des services extérieurs du Trésor Public chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics.

Le conseil municipal, considérant les services rendus pour l'exercice 2018 par Monsieur Jean-François GUIRAL, Receveur, en sa qualité de conseiller économique et financier de la commune d'Aiguillon et des services rattachés, est appelé à lui allouer l'indemnité de conseil fixée au taux plein et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE** d'accorder une indemnité de conseil à Monsieur Jean-François GUIRAL, Receveur municipal de la commune au taux de 100 % pour l'année 2018,
- **DIT** que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité, soit un total dû de 738.94 €.
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2018 à l'article 6225.

13) Bilan des cessions – Acquisitions immobilières - Année 2018

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

L'article 11 de la loi du 8 février 1995 prévoit que les collectivités territoriales doivent délibérer tous les ans sur le bilan de leurs acquisitions et cessions immobilières. Ce bilan est annexé au compte administratif de la collectivité.

Pour les communes, ce bilan porte sur les acquisitions et cessions effectuées par la collectivité elle-même ou par toute personne publique ou privée agissant sur le territoire de la collectivité dans le cadre d'une convention conclue avec elle.

Monsieur le Maire donne le détail des cessions et acquisitions immobilières pour l'année 2018 rappelées dans l'état annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** de la politique suivie par la commune en 2018 conformément à l'état des acquisitions et des cessions au titre de 2018 comme suit :

Cessions / Acquisitions						
	Nom	Adresses	Prix	Surfaces	Délibération	Réaliser / En cours
Acquisitions	Délaissé de voirie Conseil Départemental	Clos de Picard	1,00 €	1 686 m²	05/07/2016	En cours
	Réserve foncière MICHELOT Jules	la Cihadère		2 500 m²	15/11/2016	Réalisé 06/10/2017
	Réserve foncière MICHELOT Vincent	la Cihadère		2 197 m²	15/11/2016	Réalisée 06/10/2017
	Création d'un parking	Rue Georges BRASSENS	1,00 €	1 561 m²	13/12/2016	Réalisée 02/05/2018
	Voie Lalanne création de la voie	Rue Pierre POLIVKA	1,00 €	1 466 m²	21/02/2016	En cours
Cessions	Terrain non bâti	Pas de la Grave	2,00 €	450 m²	15/11/2016	Réalisée 06/10/2017
	Appartement	35 cours Alsace Lorraine	95 000,00 €	120 m²	20/12/2017	Réalisée 16/03/2018
	Maison	2 rue Pierre Curie	47 190,00 €	69 m²	janv-18	Réalisée 11/07/2018

14) Détermination des tarifs enfance 2019

Monsieur le Maire rappelle qu'il faut fixer l'ensemble des tarifs des services enfances pour l'année 2019. Cette délibération remplace la délibération du 6 février 2018.

A compter du 1^{er} janvier 2019, et pour toute l'année 2019, les tarifs sont modifiés ainsi qu'il suit :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DÉCIDE** de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (accueil au Centre ou sorties sur la journée). Les repas et les goûters sont inclus dans les tarifs « journée avec repas »

ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents Aiguillon)	<i>Tarifs 2019 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Journée sans repas	5,40 €	5,90 €	6,50 €
Journée avec repas	6,50 €	8,30 €	9,30 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>	4,35 €		
½ journée sans repas	3,30 €	3,80 €	4,30 €
½ journée avec repas	5,95 €	6,45 €	6,95 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents hors Aiguillon)	<i>Tarifs 2019 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705 € *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Journée sans repas	9,65 €	10,65 €	11,45 €
Journée avec repas	13,05 €	14,05 €	17,05 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>	6,45 €		
½ journée sans repas	4,45 €	4,95 €	5,45 €
½ journée avec repas	7,10 €	7,60 €	8,10 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

- **DÉCIDE** de fixer une cotisation annuelle de 1€ et de fixer ainsi qu'il suit les tarifs du service ACTIV'ADOS (animation jeunesse) : uniquement pour les sorties avec activités payantes sur la journée ou la demi-journée :

Activ'ados sorties sur la journée ou demi-journée	<i>Tarifs 2019 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Sorties payantes – tarif 1 coût demi-journée ou journée (transport + entrée) ≤ 10 €	3,00 €	4,00 €	5,00 €

Sorties payantes – tarif 2 ≤ à 16 €	6,00 €	7,00 €	8,00 €
Sorties payantes – tarif 3 ≤ à 22 €	9,00 €	10,00 €	11,00 €
Sorties payantes – tarif 4 ≤ à 30 € et plus	13,00 €	14,00 €	15,00 €

- **DÉCIDE** de fixer ainsi qu'il suit les tarifs des SEJOURS (pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et Activ'ados) :

SEJOURS : (ALSH, ACTIV'ADOS (résidents Aiguillon)	<i>Tarifs 2019 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 000 €	Quotient familial > à 1.000 €
2 jours – 1 nuit	43,00 €	53,00 €	63,00 €
<i>Bénéficiaires bons vacances CAF et MSA</i>	37,00 €		
4 jours – 3 nuits	82,00 €	87,00 €	97,00 €
<i>Bénéficiaires bons vacances CAF et MSA</i>	77,00 €		

SEJOURS : (ALSH, ACTIV'ADOS (résidents hors Aiguillon)	<i>Tarifs 2019 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705 € *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100€	Quotient familial > à 1 100 €
2 jours – 1 nuit	53,00 €	63,00 €	73,00 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>	44,00 €		
4 jours – 3 nuits	87,00 €	97,00 €	107,00 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>	82,00 €		

- **DÉCIDE** de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de la restauration scolaire :

RESTAURATION SCOLAIRE	<i>Tarifs 2019 (prix par repas)</i>
Élèves	2,70 €
Enseignants et autres intervenants	5,30 €
Intervenants extérieurs	7,05 €

- DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs des services d'accueil périscolaire dans les écoles communales :

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE <i>forfait par mois et par enfant</i>	<i>Tarifs 2019 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Accueil périscolaire matin/soir lundi-mardi-jeudi-vendredi et mercredi matin	15,50 €	17,50 €	19,50 €
Accueil périscolaire AVEC ETUDES SURVEILLÉES (école élémentaire)	20,50 €	22,50 €	24,50 €
Accueil périscolaire mercredi après-midi : la séance	3,30 €	3,80 €	4,30 €

- DIT que les tarifs modulés ne seront appliqués qu'après fourniture à la mairie de la copie du dernier avis d'imposition sur le revenu ; en l'absence de ce justificatif, le tarif le plus élevé sera appliqué ;
- DIT que le montant-plancher de Quotient Familial fixé à 705 € et (*) majoré à 856 € pour les bénéficiaires de l'AEEH (Allocation éducation enfant handicapé) pourra être modifié pour rester indexé sur celui de « l'aide aux vacances et loisirs » de la CAF, pour des raisons de commodité administrative ;
- DIT que les montants des activités supplémentaires fixés en ALSH sont applicables en accueil périscolaire le mercredi après-midi.

15) Convention permettant l'intervention de bénévoles au sein des Écoles J. Jaurès et M. Pagnol – Association « Lire et Faire Lire ».

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'exposé suivant :

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la convention (voir annexe n°1) entre la Commune d'Aiguillon et la Ligue de l'enseignement du Lot-et-Garonne, représenté par Bruno TARREAU, afin d'y permettre l'intervention de bénévoles auprès des Ecoles Jean-Jaurès et Marcel Pagnol.

Il est précisé que les deux bénévoles seront Mme GUINGAN et Mme SORIANO, qui interviendront durant les temps périscolaires dans chacune des deux écoles, à savoir Jean-Jaurès et Marcel Pagnol.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **APPROUVE** la Convention entre la Commune d'Aiguillon et la Ligue de l'enseignement du Lot-et-Garonne telle que jointe en annexe.

- **PRÉCISE** qu'une participation s'élevant à 200 € sera versée à l'Association Lire et Faire lire soit 100€ par école en 2019, et que les crédits seront inscrits à cet effet à l'article 6574 au Budget 2019.
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer tous les documents afférents à ce dossier.

16) Information – Décision

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la décision suivante :

Le Maire de la commune d'Aiguillon,

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 27 et suivant du décret N°2016-360 du 25 mars 2016

VU la délibération N°2016-070 en date du 5 juillet 2016 portant délégation au Maire relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et ses décrets d'application.

VU la publication en date du mercredi 12 septembre sur le site Marchés Publics Aquitaine.

CONSIDERANT que la concurrence a joué régulièrement,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au choix du titulaire du marché « réhabilitation extérieure des pavillons du Château ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** de la décision susvisée,
- **DÉCIDE :**

ARTICLE 1 : Attribution du marché « Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château » entreprises retenues :

- Pour le lot n°1 "Gros-œuvre / Démolitions / Désamiantage" :

BTP USTULIN

Grange D'espagnol

47 260 Castelmoron-sur-Lot

Montant du marché :

Offre de base : 1 250 000 € HT soit 1 500 000 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 1 500 000 € TTC

- Pour le lot n°2 "Maçonnerie pierres / Tirants / Échafaudage" :

SGRP - SOURBES

ZI Naudet

32 700 LECTOURE

Montant du marché :

Offre de base : 412 881,01 € HT soit 495 457,21 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 495 457,21 € TTC

- Pour le lot n°3 "Charpente bois / Couverture Ardoise / Zinguerie / Plomberie" :

SARL CABIROL

Rue Georges Clémenceau

47 240 Bon-Encontre

Montant du marché :

Offre de base : 404 976,61 € HT soit 485 971,93 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 485 971,93 € TTC

- Pour le lot n°4 "Menuiseries bois":

SARL MAB TIVOLI

Lieu-dit "La Grange"

47 130 BAZENS

Montant du marché :

Offre de base : 401 114,18 € HT soit 481 337,02 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 481 337,02 € TTC

- Pour le lot n°5 "Peinture" :

MAJORELLE

Centre Commercial "Les jardins"

47 130 Port-Sainte-Marie

Montant du marché :

Offre de base : 17 725,08 € HT soit 21 270,10€ TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 21 270,10 € TTC

- Pour le lot n°6 "Garde-corps / Serrurerie / Ferronnerie" :

ADLF

Bois De Maintenant

47 230 Feugarolles

Montant du marché :

Offre de base : 3 200 € HT soit 3 840 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 3 840 € TTC

Monsieur le Maire informe les membres présents que les travaux sur l'enveloppe extérieure de la Comédie s'achèveront au cours du 2^{ème} trimestre 2020.

Les travaux entrepris sur la Place Clémenceau et l'accessibilité de l'entrée de l'église (Portail central) prendrons fin courant du mois de janvier 2019.

Monsieur COURET signale que l'intersection de la rue d'Arcole et Cavaignac est régulièrement inondée par temps pluvieux et que cela nécessiterait une intervention afin de remédier à ce problème.

Monsieur COURET félicite Monsieur le Maire concernant les belles décorations de Noël.

Madame Catherine LARRIEU demande, à la suite de dépôts de déchets ménagers et d'encombrants sur la voie publique, l'installation d'un panneau d'information à la Résidence la Cibadère concernant les horaires d'ouvertures du SMICTOM.

Monsieur le Maire lui répond que ceci est en théorie effectué par le SMICTOM, mais que la mairie se chargera de cette mise en place.

Les membres du Conseil sont informés de la réception d'un courrier de Monsieur le Député concernant les modalités de mise en place des Cahiers de doléances.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 22 heures.

* * * * *

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION